

LE RÔLE DU CITOYEN, RIVERAIN DE CARRIÈRE, DANS LES DIFFÉRENTES PROCÉDURES ISSUES DU CWATUP ET DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Francis HAUMONT

Professeur extraordinaire émérite de l'UCL
Avocat aux Barreaux de Bruxelles et de Nice

HSP

YOUR REAL ESTATE LAWYER



- L'accès à l'information
- La révision des plans de secteur
- Le permis unique
- Les procédures complémentaires
- Le contentieux

L'accès à l'information

- Convention d'Aarhus, directive 2003/4/CE, Constitution, Code de l'environnement
- Information en matière d'environnement : concept
- Procédure
- Importance de ce droit pour les citoyens

La révision des plans de secteur

- Étude des incidences sur l'environnement
 - Réunion d'information préalable (RIP)
 - Mesures de publicité
 - Objet de la RIP
 - Observations
 - Modalités
 - Contenu
 - Exonération

La révision des plans de secteur

- Enquête publique
 - Mesure de publicité
 - Observations
 - Modalités
 - Contenu
 - Réunion de concertation
 - Importance de la participation

La révision des plans de secteur

- Décision du Gouvernement
 - Motivation
 - Clause de réversibilité
 - Notification

Le permis unique

- Etude d'incidences sur l'environnement
 - Réunion d'information préalable (RIP)
 - Mesures de publicité
 - Objet de la RIP
 - Observations
 - Modalités
 - Contenu
 - Exonération
 - Notification

Le permis unique

- Enquête publique
 - Mesure de publicité
 - Observations
 - Modalités
 - Contenu
 - Réunion de concertation
 - Importance de la participation
 - Notification

Le permis unique

- Recours administratif auprès du Ministre
 - Modalités
 - Contenu
 - Importance du recours
- Décision du Ministre
 - Motivation
 - Notification

Les procédures complémentaires

- Création/modification de voirie(s) communale(s)
 - Enquête publique
 - Recours administratif
- Déplacement d'espèces protégées
- Expropriation
-

Le contentieux

- Devant le Conseil d'Etat
 - Recevabilité
 - Actes susceptibles de recours
 - Délais
 - Intérêt
 - Moyens et intérêts aux moyens
 - Arrêt du Conseil d'Etat - conséquences

Le contentieux

- Devant les juridictions judiciaires
 - Procédures de droit commun
 - Action en cessation (loi du 12 janvier 1993)